



Il est une personne qu'on ne reconnaît jamais parce qu'elle est constamment invisible, et c'est évidemment soi-même. C. Rosset

semaine 37 - 2018

Du 10 au 16/9

Je n'ai jamais sous-estimé la somme des trahisons, des hypocrisies et des lâchetés
Laurent Wauquiez

Le choix s'est porté sur moi, vous me pardonnerez de ne pas être une dame
Richard Ferrand désigné pour la présidence de l'AN

A Bruxelles, ils ne comprennent que le langage de l'argent
Matteo Salvini, ministre italien

L'immigration est la mère de tous les problèmes
Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur allemand

L'Europe était un rêve, une ambition et nous l'avons laissée devenir le Club Med de la bureaucratie.

Florence Parly, ministre de la Défense



Politique

Le groupe Rassemblement national (ex-FN) au conseil régional des Hauts-de-France a enregistré deux nouvelles démissions d'élus, MM. André Murawski et Alexis Salmon.

Le premier critique la ligne adoptée depuis le changement de nom de l'ancien Front national, tandis que le second dénonce les affaires judiciaires du parti « *qui vont aller crescendo* ». En 2015, le parti de Mme Marine Le Pen avait obtenu 54 conseillers sur les 170 de l'hémicycle régional, il n'en reste aujourd'hui que 43.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) va « demander des précisions » à la région Auvergne-Rhône-Alpes après l'envoi à des lycéens d'un SMS signé de son président, Laurent Wauquiez pour la rentrée scolaire. « *Il s'agit d'un détournement du fichier du Pass' Région* » estime la Cnil.

Dans l'hypothèse d'une liste du centre concurrente à celle de La REM aux européennes conduite par le parti Agir et soutenue par les anciens ministres Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, celle-ci recueillerait 4 % des intentions de vote. On se marre !

Va-t-on enfin être définitivement débarrassé de Manuel Valls ? Il est de plus en plus présent à Barcelone. Depuis des mois, il y multiplie les réunions avec l'élite économique de la cité catalane, à la recherche de financement pour sa possible campagne. Il vient d'y obtenir un poste de professeur à l'école de commerce Esade.

Sa nouvelle meuf, Susana Gallardo, est l'héritière et actionnaire des laboratoires pharmaceutiques Almirall, et est, comme lui, très critique avec l'indépendantisme. Mais la bourgeoisie catalane apparaît très divisée sur sa candidature. Bref, c'est pas gagné. Il pourrait alors finir à poil, ce qui nous réjouirait fort.

L'AFP a fait causer Dominique Strauss-Kahn à l'occasion de la faillite, il y a dix ans, de Lehman Brothers. « *Les populismes que l'on voit apparaître partout sont le produit direct de la crise et de la façon dont elle a été traitée à partir de 2011-2012, en privilégiant des solutions qui allaient aboutir à accroître les inégalités* », a-t-il notamment déclaré.

La droite et l'extrême droite ont dénoncé l'accueil favorable réservé par Jean-Michel Blanquer à un rapport de l'Institut Montaigne qui propose notamment de « *relancer l'apprentissage de la langue arabe* » pour lutter contre l'islamisme. « *On marche sur la tête !* » déclare la LR Laurence Sailliet. Pour Louis Alliot, député RN, la proposition est ubuesque.

Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, a récemment dîné avec Martine Aubry, maire de Lille. Un simple dîner de courtoisie, dit-on du côté de Darmanin. En fait, selon les socialistes, un pacte de non-agression, Martine Aubry désirant se représenter pour un ultime mandat en 2020.

Dans un message posté sur Twitter mercredi 29 août, le secrétaire adjoint des Républicains et député Fabien Di Filippo, a détourné le nom du Président Emmanuel Macron, le nommant « *Président Rothschild* ». Illico, Francis Kalifat, patron du Crif a exigé « *une sanction exemplaire* ». Egorgement ou écartèlement en place de Grève ?

Au Rassemblement national on voit d'un bon oeil la volonté de Nicolas Dupont-Aignan de présenter sa propre liste aux européennes. Pour la bonne raison que les 4,5 ou 6% qu'il ferait, seraient pris sur l'électorat Républicains où demeure un fort courant souverainiste.

Un sondage révèle que les deux partis LREM et RN sont au coude à coude des intentions de vote aux européennes avec respectivement 21,5% et 21% distançant largement les Républicains (14%) qui perdent la moitié de leur électorat. La gauche est dans les choux (4%), seul Mélenchon plafonne à 12,5%.

Le général Jean maurin, le commandant de la légion étrangère jusqu'au 1^{er} août, va retrouver la Russie. Il devient le directeur de la sécurité du constructeur automobile Renault dans ce pays où il pilotera les opérations de contrôle interne. Maurin connaît bien Moscou. Il y a été attaché de défense à l'ambassade de France.

Pour écrire le rapport sur les réseaux islamistes en Occident, porté dans les médias par le consultant Hakim el-Karoui pour le compte du think-tank Institut Montaigne, ses auteurs ont interrogé un nombre élevé d'analystes du Tony Blair institute for Global change (TBIGC).

Stéphanie van de Werve, la chef de projet du rapport, qui se concentre longuement sur l'influence du salafisme saoudien, n'est autre qu'une ancienne de TBIGC. Ce centre fondé par Tony Blair a remporté en juillet un contrat de 9 millions de £ pour conseiller Riyad.

L'ancien ministre Thierry Mariani, ancien député (LR) représentant les Français établis hors de France, ancien député (RPR, puis UMP) et ancien conseiller général du Vaucluse, pourrait figurer en 3^{ème} place sur la liste du Rassemblement national.

Elysée

Rencontre à Marseille, véritable poubelle ethnique, d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel. Au menu de leurs discussions, comment contrer la montée des populistes en Europe ? En créant un front commun, difficile au demeurant à constituer.

Ca gaze plus à l'Elysée. Depuis la rentrée, pas une seule journée ne s'achève sans que l'exécutif apparaisse en difficulté. Le chef de l'Etat semble avoir du mal à trancher. Avec le prélèvement de l'impôt à la source, Emmanuel Macron n'a pas fait preuve de sa fermeté habituelle. Même indécision avec le remplacement de Nicolas Hulot. Les mauvaises séquences s'enchaînent pour Emmanuel Macron.

Ismael Emelien, le conseiller spécial du chef de l'Etat, dont le bureau est mitoyen du bureau présidentiel, est de nouveau sur la sellette dans le cadre de l'affaire Benalla. Un syndicat de policiers aurait demandé aux juges d'instruction chargés du dossier de l'auditionner au plus vite. Il n'a été entendu ni par les services de police ni par les magistrats instructeurs alors qu'il était en relation directe avec Alexandre Benalla.

Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, qui poussait fortement Emmanuel Macron à renoncer au prélèvement à la source, a été désavoué lors de la réunion d'arbitrage sur ce sujet. Il faut dire que Gérald Darmanin aurait mis sa démission dans la balance en cas d'arrêt du processus.

Dans le cadre de la réorganisation de l'Elysée, Emmanuel Macron va nommer Jérôme Rivoisy, actuel numéro deux de Pôle emploi, directeur général des services (DGS) de la présidence de la République. Rivoisy appartient à la même promotion (2004) que Macron à l'Ena.

Après plusieurs mois de réflexion, Macron a décidé de reconnaître la responsabilité de l'Etat français dans la mort de Maurice Audin, ce mathématicien communiste, militant de l'indépendance de l'Algérie, arrêté le 11 juin 1957 en pleine bataille d'Alger, torturé par les militaires et disparu sans laisser de traces.

Macron légitime ainsi le fait que l'Etat français a failli en permettant le recours à la torture durant la guerre d'Algérie. A l'époque, les autorités avaient en effet délégué à l'armée des pouvoirs de police.

Ces relectures de l'histoire sont insupportables. La réalité de l'époque c'était les attentats et les soldats que l'on retrouvait torturés avec les couilles dans la bouche. L'armée a évité bien des massacres. Macron aurait mieux fait de ne pas raviver de vieilles plaies à l'heure où, de surcroît, il veut régler le dossier les harkis !

Le plan pauvreté d'Emmanuel Macron sera doté de 8 milliards d'euros sur quatre ans et garantit entre autres le financement de crèches pour familles en difficultés, l'ouverture des cantines scolaires des petites communes proposant des repas à 1 € et un vague revenu universel d'activité. Bref, un peu d'esbroufe, ça mange pas de pain!

Gouvernement

En réponse à une question déposée en juin par le député Charles de Courson (UDI), Gérald Darmanin, ministre des comptes publics, vient de dévoiler en des termes pudiques l'ampleur des blocages exercés par l'administration américaine en matière de coopération fiscale.

Le patron de Bercy révèle que les informations envoyées par le Trésor américain à la Direction générale des finances publiques (DGFiP) depuis 2014, date de ratification du FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), sont inexploitable.

La mauvaise volonté des autorités américaines dans la transmission de ces éléments est d'autant plus forte que le programme présidentiel de Donald Trump prévoyait l'abrogation de cet accord (FATCA).

Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, a montré cette semaine son soutien à l'adoption de la proposition de la Commission européenne sur la taxation des géants du numérique d'ici la fin de l'année.

A peine installée dans son fauteuil de ministre des sports que Roxana Maracineanu se trouve confronté à une directive de Matignon, reçue par son prédécesseur en juillet dernier, Laura Flessel, de supprimer 1600 emplois entre 2018 et 2022.

Dans un rapport remis au ministre de l'Intérieur, Gertard Collomb, les députés (LREM) Jean-Michel Fauvergne, ancien patron du Raid, et Alice Thouroi, avocate, préconisent d'armer les polices municipales, sauf décision contraire du maire. Il y a 30 000 policiers municipaux et 160 000 agents de sécurité sur le territoire.

Se poser la question est un petit pas en avant. Florence Parly, ministre des Armées, lors de l'université d'été de la défense s'est interrogée : « *Le doute s'est installé : pourrions-nous toujours compter, en tous lieux et en toutes circonstances, sur un soutien américain ?* » Raison pour laquelle « *nous devons compter sur nous-mêmes, réagir, bâtir une Europe qui protège.* »

Les chefs militaires des neuf pays membres de l'IEI (dont la Grande-Bretagne) se réuniront en novembre à Paris pour plancher sur des scénarios opérationnels concrets. Reste à définir quel pourrait être le schéma final et là les différents acteurs – politique, militaire, industriel – ont chacun leur avis.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a présenté en Conseil des ministres son plan pénitentiaire qui prévoit de créer 7 000 nouvelles places de prison d'ici 2022. Elle souhaite également diminuer la population carcérale de 8000 personnes sur les 70 500 enchristés.

Le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer a vertement dénoncé une déformation de ses propos. «*Je n'ai jamais dit que l'arabe devait être obligatoire à l'école primaire, mais nous avons intérêt à différencier la langue arabe d'un certain fondamentalisme religieux* », a-t-il insisté. La rumeur vient de l'Institut Montaigne, ramassis de baltringues libéraux.

L'exécutif recherche toujours l'oiseau rare pour piloter le Service d'information du gouvernement (SIG), maison de plus de 70 collaborateurs au budget de 13 millions d'euros. En attendant, la direction du SIG est assurée de manière intérimaire par Yasmine-Eva Farès, la numéro 2 de l'entité.

Institutions

En cas d'élection au Parlement européen le 26 mai prochain, un député sera remplacé par son suppléant ou suivant de liste. De cette manière, pas de bouleversement à venir dans les groupes au Parlement.

A la suite de l'entrée de M. François de Rugy au gouvernement, Mounir Belhamiti, 33 ans, conseiller municipal (Les Ecologistes en Marche !) de Nantes, membre du conseil métropolitain de Nantes Métropole, devrait siéger à l'Assemblée nationale comme député de la 1ère circonscription de la Loire-Atlantique (Nantes-Orvault).

Si l'ancien Premier ministre, Manuel Valls, fait campagne à Barcelone, il continue néanmoins de recevoir ses indemnités de député français... Très prochainement, plusieurs députés de l'opposition se pencheront sur ce cas inédit, quitte à poser solennellement la question au déontologue du Palais-Bourbon.

Concernant le budget de l'armée, le nouveau chef d'état-major des armées, le général Lecointre a déclaré devant les députés que « *la loi de programmation militaire ne nous permettra pas d'être une armée susceptible d'être engagée seule dans un conflit majeur en Europe centrale, par exemple.* » Et de préciser : « *Je ne peux que rappeler qu'aujourd'hui la masse de nos armées est plus réduite que jamais et que cela n'aura pas changé en 2025* »

Le comité mémoriel chargé en février dernier par le président de la République Emmanuel Macron de réfléchir à la manière de commémorer les différents attentats terroristes dont la France a été victime a remis vendredi ses propositions à la ministre de la Justice Nicole Belloubet. N'importe quoi !

François Baroin, patron de l'AMF (association des maires de France) est critiqué en interne pour son absentéisme à répétition aux réunions de l'AMF. L'ex-ministre du budget, désormais « conseiller extérieur » pour la banque Barclays, se contente d'assister seulement au bureau qui se réunit deux ou trois fois par an. Le socialiste André Laignel, vice-président du bazar, convoite la place.

Divers

Depuis quelques mois, Marie-Louise Antoni, ex de Genrali France, officie en toute discrétion auprès du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Eric Lombard. Or, le mari de Mme Antoni, Philippe Lagayette, ex-dirigeant de la CDC (92/97) est aussi un proche de Jean-Pierre Jouyet, ex CDC de 2014 à 2016. Lequel Jouyet est actuellement ambassadeur de France à Londres. Je te tiens, tu me tiens, etc.

Philippe Bertrand va prendre la tête de la direction de la sécurité du groupe La Poste. Ancien chef du service central du renseignement territorial de la DGPN, Philippe Bertrand a aussi

été conseiller technique, chargé des questions de sécurité à Matignon auprès de Jean-Marc Ayrault.

L'hôtel de la Marine, place de la Concorde, en pleine rénovation depuis le départ des militaires, est géré par le Centre des monuments nationaux. Or, ce dernier serait en passe de signer une convention de vingt ans avec le Qatar qui y présenterait la collection d'art Al Thani, du nom de la famille régnante. Et ce pour 20 millions €.

Les mecs étaient partis la fleur au fusil. L'association française des victimes du terrorisme avait acté un hommage national aux victimes le 19 septembre. Manque de bol, cette année, cette date correspond à la fête juive de Yom Kippour, ce qui revient à « *exclure une partie des victimes* » s'insurge Françoise Rudetzki, de SOS attentats.

Tambouille macronésienne

Dans la course à la Mairie de Paris, l'Élysée envisage différentes candidatures pour faire chuter Anne Hidalgo en 2020. Deux profils seraient à l'étude : celui du député centre-droit de la capitale Pierre-Yves Bournazel, vainqueur de l'ex-ministre du travail Myriam El Khomri aux législatives et - plus surprenant - celui du mathématicien Cédric Villani, élu de l'Essonne. Cette solution aurait l'avantage de dépasser les clivages au sein du parti présidentiel.

Richard Ferrand a été désigné par le député de LREM pour être leur candidat à la présidence de l'Assemblée nationale, par 187 voix contre 85 pour le député de la Somme, Barbara Pompili. Il a été élu président de l'AN avec 254 voix.

Grogne des élus Modem à l'Assemblée nationale peu consulté. « *On voit passer les trains sans nous consulter. Par contre, on attend de nous de voter pour Ferrand ; là, ça suffit* », commente un député MoDem. Forte de ses 47 députés, le Modem entend clairement rappeler à LaREM que la majorité « *doit marcher sur ses deux Chambres* ».

A Tours, Edouard Philippe a rappelé aux élus macronistes le projet du camarade président : « *Celui d'une France de l'émancipation et des solidarités réelles. Celui d'une France puissante dans une Europe forte. Celui d'une France à la hauteur des défis incroyables que nous devons relever* ». Et là, on part d'un grand éclat de rire !

La République en marche (LRM), parti créé ex nihilo en 2016, revendique 403 934 adhérents et 3 768 comités locaux. La réalité de terrain est bien moins flatteuse. Les témoignages recueillis dans plusieurs départements – l'anonymat a été très souvent requis par les intéressés – dessinent à leur tour un mouvement qui semble s'être vidé de ses forces vives.

Un peu partout aussi, des petits cercles de politiques « *venus du vieux monde* » - du PS ou de la droite – ont pris la main sur les fédérations. La base a alors découvert un mouvement très vertical, construit autour d'un noyau parisien, sans cotisations, sans locaux où se réunir ni instances élues par les adhérents.

Pour succéder à Richard Ferrand à la tête du groupe LREM à l'Assemblée nationale, ce n'est pas le manque qui domine mais le trop plein. « *Puisque c'est la fête de la saucisse, pourquoi ne pas être une saucisse de plus ?* », résume trivialement un député sortant, jugeant ce spectacle « *un peu consternant* ».

Droite

M. Quentin Bataillon, jusqu'alors assistant parlementaire du député (PPE) Jérôme Lavrilleux au Parlement européen, devient directeur général d'Agir, la droite constructive. Ce micro organisme politique est constitué essentiellement d'exclus des Républicains.

La maire de Beauvais et présidente de l'association Villes de France, Mme Caroline Cayeux, qui était encartée depuis 1981 à droite (RPR, UMP, LR), a indiqué ne plus faire partie du parti Les Républicains, présidé par M. Laurent Wauquiez. « *Je viens de la droite sociale de Philippe Seguin* », dit celle qui entend briguer un 4^e mandat.

Jean-Pierre Raffarin, a répondu présent à l'appel des dissidents de l'ectoplasmique courant Agir-la-droite qui tient congrès à Montévrain (Seine-et-Marne). Il interviendra en discours d'ouverture face aux Franck Riester, Fabienne Keller et Frédéric Lefebvre, tous anti-Wauquiez.

Depuis qu'elle s'est mise en retrait du mouvement Libres !, lancé par Valérie Pécresse, Agnès Evren fait ardemment campagne pour la présidence de la fédération LR de Paris, tenue jusqu'ici par Philippe Goujon. La vice-présidente de la région Île-de-France entend n'être la candidate d'aucun clan ni d'aucune chapelle. Ca va être dur !

A l'hôtel de ville de Bordeaux, on a trouvé un nouveau surnom pour Virginie Calmels, première adjointe de Juppé : *Pomponnette*, du nom de la fameuse chatte de La femme du Boulanger, le film de Marcel Pagnol, qui revient, toute penaude, au domicile du maître.

« *Valérie Pécresse est une femme d'autorité, et ça va se savoir !* » Patrick Stefanini en est sûr, lui qui a pris en charge le projet de la présidente de l'Île-de-France et de son mouvement Libres ! Pourquoi, elle fouette ?

Gauche

Le fondateur du mouvement Génération.s Benoît Hamon a une fois de plus dénoncé la politique d'accueil des réfugiés du président de la République Emmanuel Macron, « *exactement la même (...) que le ministre de l'intérieur fasciste italien* » Matteo Salvini, selon lui. Toujours à côté de ses pompes le camarade Hamon.

Le camarade Jean-Luc Mélenchon n'est pas clair du tout au sujet de l'immigration. Il tergiverse, genre faux-cul. A cela une bonne raison comme le souligne un socialiste qui le fréquente, « *il sait très bien que l'immigration fait perdre les élections* ». Fermez le ban. Mélenchon, comme hier Sarko et consorts, a les convictions à hauteur de calcul électoral.

PS. Le premier secrétaire, Olivier Faure, aurait évoqué avec l'eurodéputé Emmanuel Maurel, figure de proue de la gauche du parti, la « possibilité » qu'il prenne la tête de liste pour les élections européennes de mai prochain, à la condition qu'il soit « rassembleur ». Plusieurs hauts cadres du parti soutiennent ce choix controversé.

Au sein de la France insoumise, des voix discordantes tentent de se faire entendre. Non pour contester le programme mais pour absence de démocratie interne. Un collectif s'est créé qui organise sa première réunion les 20 et 21 octobre prochain. Ben alors, Mélenchon, t'es pas démocrate ?

Société

Neuf associations et cinq travailleuses du sexe ont déposé au Conseil d'Etat une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sur l'article 20 de la loi du 13 avril 2016. Qui réprimante celles et ceux qui vont aux putes.

Cette disposition porte « gravement atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit », notamment « l'autonomie personnelle et la liberté sexuelle, le respect de la vie privée, la liberté contractuelle, la liberté d'entreprendre ainsi que le principe de nécessité et de proportionnalité des peines », estime leur avocat.

Décès du vice-amiral François Flohic, ancien aide de camp du général de Gaulle, ancien commandant de l'escorteur d'escadre "La Bourdonnais" à Toulon, ancien commandant du porte-hélicoptères "Jeanne d'Arc", à l'âge de 98 ans.

Une foule de 115 000 personnes (selon les organisateurs) a marché pour le climat à Paris et dans plusieurs villes de France. Des familles avec des poussettes, des grands-parents inquiets pour l'avenir de la planète qu'ils laissent aux générations suivantes, et beaucoup de jeunes criant aux politiques leur impatience : maintenant il faut agir !

SNCF. Depuis quelques mois, Ouigo (la version low cost du TGV) part de la gare Montparnasse et de la gare de l'Est (juillet). Des TGV low-cost débarqueront aussi en gare de Lille-Flandres, avec trois liaisons par jour jusqu'à Marseille. En 2020, ils s'arrêteront à Toulouse. L'arrivée des TGV low-cost en plein cœur de Paris oblige la SNCF à légèrement relever ses tarifs.

Grâce à l'Agence française pour le dépistage et la prévention des handicaps de l'enfant (AFDPHE) on note les chiffres suivants : 60 % de naissances de non-Européens sont essentiellement d'origine africaine en Ile-de-France en 2010 ; 73,56 % en 2016.

La région Paca-Corse passe de 43,20 à 56,35 %, l'Alsace de 31,2 à 35 %, le Nord-Pas-de-Calais de 15,65 à 21,35 %, la Bretagne de 5,52 à 9,10 %. Le pourcentage moyen en France métropolitaine explose, quant à lui, progressant de 31,5 % à 39,39 %. Ladite agence a fermé ses portes en juillet dernier. Pourquoi ?

Le président du Syndicat national des gynécologues-obstétriciens de France (Syngof), Bertrand de Rochambeau, a fait savoir son opposition à l'IVG. « *Moi, je fais un métier avec mes tripes. Je me lève à n'importe quelle heure. La nuit, je fais des opérations très difficiles, avec mes tripes. Et donc aux choses auxquelles je ne crois pas, je ne les fais plus* », a-t-il déclaré. Et d'ajouter, « *nous ne sommes pas là pour retirer des vies* ». Ca fait du bruit dans le Landerneau.

Faits divers

Gérard Depardieu a été vu dans un hôtel de Pyongyang alors que la Corée du Nord s'apprête à fêter les 70 ans de son régime, communiste et totalitaire. En début de semaine, l'acteur se trouvait en Algérie pour un tournage. Depardieu n'a donc pas été vu en France depuis le 27 août. Vu également à Pyongyang l'écrivain gauchobobo Yann Moix.

Immigration / islam

Un Afghan de 31 ans, armé d'un couteau et d'une barre de fer a attaqué 7 personnes, en blessant grièvement quatre, au bord du bassin de La Villette au nord de Paris. Il a été maîtrisé par des passants avant l'arrivée de la brigade anti criminalité.

A Angers, le professeur Abdel-Rahmène Azzouzi, chef du service urologie du CHU, ancien élu municipal et personnalité reconnue pour ses prises de position en faveur de l'islam de France, est visé par une enquête pour harcèlement sexuel. Il est un soutien fervent de Tariq Ramadan, lui-même accusé de viols.

Au conseil municipal où Azzouzi siégeait depuis 2008, il pourfendait l'Etat français et les élus de la République, les accusant de laisser se propager l'islamophobie. Il n'a d'ailleurs pas hésité à mettre en avant sa confession musulmane et le racisme latent qui régnerait parmi ses collègues, des jalousies professionnelles aussi, qui auraient abouti à ce qu'il qualifie de cabale.

Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Georges Haddad, a rappelé que « *la présidence de l'université Paris-I [avait] accepté, dès le mois de juillet, d'examiner les demandes du Collectif des étudiants sans papiers afin d'envisager les possibilités d'inscrire, de manière exceptionnelle, des étudiants dans différentes composantes de [son] établissement* ». Ce qui leur permettra d'obtenir un titre de séjour.

Ecologie/ Sciences

La Joconde, toujours mystérieuse ! Des médecins américains du Brigham and Women's Hospital (Boston) et de l'université de Californie (Santa Barbara), qui viennent de publier leur étude dans la revue de la Mayo Clinic, sont parvenus à ce surprenant diagnostic en observant le célèbre tableau de Léonard de Vinci.

Pour eux, Lisa Gherardini (le modèle), décédée à l'âge de 63 ans, cumulait plusieurs symptômes : une peau jaune (manque de vitamine A), une chevelure peu nourrie et un goitre. Mona Lisa, dont le sourire énigmatique a précédemment été attribué à une paralysie du nerf facial, était donc une grande malade.

Les pays chasseurs de baleines ont une nouvelle fois bloqué la création d'un sanctuaire dans l'Atlantique sud pour ces cétacés menacés d'extinction, renforçant les dissensions de la Commission baleinière internationale (CBI), réunie cette semaine au Brésil. Le texte a reçu le soutien de 39 membres, alors que 25 autres ont voté contre, Japon, Russie, Islande et Norvège en tête, et plusieurs se sont abstenus.

Economie

Sur France Inter, Bruno Le Maire prend non seulement acte de la baisse de la croissance française (1,7% vs 2% annoncés) et du dérapage budgétaire (2,6% vs 2,3%) mais reconnaît implicitement que, pour l'instant, les réformes économiques ne livrent pas de résultats concrets et doit se résoudre à un « *ça marchera, j'en suis convaincu, ça prendra du temps* ». Merci Mme Soleil.

Les dépenses publiques devraient gonfler d'environ 20 milliards € et de près de 25 milliards l'année prochaine a reconnu Bercy. Cela ne veut pas dire que l'exécutif laisse filer les dépenses en restant les bras croisés. En ce qui concerne l'État, il ressort que 16 des 30 missions verront ses crédits réels baisser l'année prochaine.

Au premier trimestre, le PIB de la France n'a progressé que de 0,2% douchant les espoirs de redressement rapide des comptes publics. A Bercy, les raisons de ce décrochage ont été analysées et s'expliqueraient pas des facteurs exogènes comme la hausse des prix du pétrole et... les mouvements sociaux.

Deux mille suppressions de postes sont envisagées au ministère de l'Action et des Comptes publics en 2019 par le gouvernement, a annoncé sur BFM Business le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Olivier Dussopt.

Culture / médias

Les députés européens ont examiné un projet de directive sur le droit d'auteur. Cette réforme conduirait les plateformes à mieux rétribuer les créateurs de contenus (article 13), et créerait un nouveau « droit voisin » pour les éditeurs de presse (article 11), qui permettrait aux journaux ou agences de presse, comme l'AFP, de se faire rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production.

Deux fronts se sont dégagés : d'un côté les créateurs et la presse, en quête de revenus ; de l'autre, une alliance inattendue entre les géants du numérique et les militants d'internet, qui craignent pour la gratuité et la liberté du web.

Le parlement européen a voté mercredi 12/9 en faveur de la très sensible réforme du droit d'auteur au grand dam des géants du net censés désormais passer à la caisse pour les contenus artistiques et les articles qu'ils utilisent. Sur les 703 eurodéputés présents, le texte a été adopté avec 438 votes pour, 226 contre et 39 abstentions. Une victoire à la Pyrrhus ?

Le quotidien catholique *Présent* a demandé, début août, son placement sous procédure de sauvegarde au tribunal de commerce de Paris. Il est confronté à des problèmes de trésorerie suite à une perte d'exploitation de plus de 150 000 € en 2017 (pour moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires sur la même période).

Europe

Union européenne. Nicolas Chapuis, 61 ans, ministre plénipotentiaire, vient de prendre les fonctions d'ambassadeur, représentant de l'Union européenne en Chine. C'est un ancien ambassadeur au Canada et en Mongolie, ancien directeur des systèmes d'information à la direction générale de l'administration et de la modernisation du Quai d'Orsay, ancien préfet des Hautes-Alpes, ancien ministre conseiller à Pékin.

Les négociations sur le Brexit continuent de susciter des difficultés, tensions et inquiétudes, tant en Grande-Bretagne qu'avec l'Union Européenne. Michel Barnier, négociateur en chef, a prévenu que des éléments clés du plan britannique sur les relations commerciales post-Brexit n'étaient « pas acceptables ». Principale pierre d'achoppement les deux Irlande.

Par 448 voix pour, 197 voix contre et 48 abstentions, le Parlement européen infligé à Viktor Orban, le premier ministre hongrois, un cuisant camouflet en votant en faveur de l'activation

de l'article 7 des traités européens, qui permettrait potentiellement l'ouverture d'une procédure de suspension des droits de vote de la Hongrie.

Emmanuel Macron et Angela Merkel se seraient mis d'accord pour faire pression sur les membres du groupe européen PPE et les convaincre de lâcher le Hongrois. Merkel allant jusqu'à négocier avec le chef du groupe PPE, Manfred Weber, plutôt favorable à Orban, moyennant son soutien comme tête de liste aux européennes.

Sauf que Viktor Orban pourrait devenir le porte-flambeau de la révolte nationaliste et populiste qui se dessine déjà en Europe et qui vient de gagner l'Autriche, l'Italie mais aussi la Bavière non seulement sur le thème de l'immigration mais aussi de choix de civilisation. En arrière plan se joue en effet une guerre entre les mondialistes et les tenants de la défense des identités européennes.

Allemagne. Environ 2 500 personnes ont manifesté dans la soirée du 9 septembre à Köthen (26 000 habitants), dans l'est de l'Allemagne, à la suite de la mort d'un jeune homme dans une bagarre avec deux Afghans. Une mobilisation qui fait craindre aux autorités une répétition de Chemnitz.

Le patron de la Verfassungsschutz (BfV) – le renseignement intérieur -, Hans-Georg Maassen, a mis en doute l'authenticité des vidéos montrant des étrangers être poursuivis par des manifestants dans les rues de Chemnitz.

« D'après mon évaluation prudente, il y a de bonnes raisons de croire qu'il s'agit d'une désinformation délibérée visant à détourner l'attention du public du meurtre de Chemnitz », avait-il expliqué au *Bild*. Hans-Georg Maassen devra s'expliquer devant une commission de contrôle parlementaire pour cet appui apporté à l'AfD.

Belgique. Le Belge Guy Verhofstadt, président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe a confirmé qu'il fera campagne avec Emmanuel Macron aux élections européennes. Un mouvement commun sera lancé en octobre, qui n'aura donc rien de progressiste contrairement à ce que prétend LREM.

Espagne. Près d'un million de Catalans se sont massés mardi 11/9 sur une artère de Barcelone pour la « Diada », fête nationale catalane, démontrant une capacité de mobilisation intacte après l'échec de leur tentative de sécession de l'Espagne et avec neuf dirigeants politiques en prison.

Les députés espagnols ont approuvé par 172 voix contre 2 (et 164 abstentions) le décret gouvernemental permettant d'exhumer de son mausolée Francisco Franco. Et ce avant la fin de l'année.

Grande-Bretagne. La police britannique redoute d'éventuels « troubles » liés à des pénuries de nourriture ou de médicaments si le Royaume-Uni venait à quitter l'Union européenne sans qu'un accord soit conclu, selon une note interne révélée hier par le *Sunday Times*. La date du Brexit est fixée au 29 mars 2019, mais les discussions patinent.

Hongrie. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a fustigé mardi 11/9 le « chantage » des forces pro-migrants au sein de l'Union européenne contre son pays, dans un discours offensif devant le Parlement européen à Strasbourg.

« Nous ne céderons pas au chantage des forces qui soutiennent les migrants contre la Hongrie. La Hongrie défendra ses frontières, stoppera l'immigration illégale et défendra ses

droits », a affirmé le dirigeant hongrois en s'adressant aux eurodéputés réunis en session plénière.

Italie. Matteo Salvini, le patron de la droite nationale italienne devenu ministre de l'Intérieur et homme fort du gouvernement, a reçu l'ex-conseiller du président américain Trump, Steve Bannon, dans l'optique de faire de sa mouvance « *le premier parti parlementaire européen* » et de « *sauver l'Europe* ».

Interrogé par RT-France, Matteo Salvini n'a pas mâché ses mots : « *Des pays européens, comme la France, ferment leurs frontières et renvoient 50 000 personnes, puis tentent de nous faire la leçon* » ajoutant que les « *navires de secours* » gérés par les ONG humanitaires exacerbent, selon lui, la crise migratoire. Et de préciser également que les sanctions contre la Russie étaient inutiles.

« *L'Italie n'a de leçons à recevoir de personne* ». Matteo Salvini rejette sèchement les accusations de racisme de la haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme. Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili, a stigmatisé la politique du ministre italien de l'Intérieur .

« *Nous réfléchissons, a poursuivi Salvini, sur l'utilité de continuer de donner 100 millions d'euros par an pour financer des gaspillages, des fricotages, des vols de la part d'un organisme qui veut donner des leçons à l'Italie, mais qui compte parmi ses membres des pays pratiquant la torture et la peine de mort* ».

Pays-Bas. Les Pays-Bas ont décidé de mettre fin à leur soutien financier aux rebelles de Syrie. Car force est de constater que Bachar al-Assad a gagné. Cette plaisanterie aura coûté aux Pays-Bas la somme de 70 millions €.

Russie. La Russie a lancé mardi les plus vastes manœuvres militaires de son histoire, dénoncées par l'Otan comme la répétition d'un « *conflit de grande ampleur* ». 300 000 hommes et toutes les composantes de l'armée sont impliquées. Les armées chinoise et mongole participent également de ces manœuvres baptisées Vostok-2018.

Tout le répertoire moderne de l'armée russe est de la partie: des missiles Iskander, capables de transporter des ogives nucléaires, des tanks T-80 et T-90 ou les récents avions de combats Su-34 et Su-35. En mer, la flotte russe déploiera plusieurs frégates équipées de missiles Kalibr, qui ont fait leurs preuves en Syrie.

Côté chinois, la participation est bien plus modeste avec 3.200 soldats engagés et une trentaine d'avions ou d'hélicoptères déployés, mais elle est symbolique alors que la Russie cherche à montrer qu'elle n'est pas isolée sur la scène internationale.

Suède. Si la droite nationale et anti-migrants, Les Démocrates de Suède (SD), n'a pas tout à fait atteint les objectifs qu'elle s'était fixée, elle est la troisième force politique du Pays avec 17,6% des voix. Les sociaux-démocrates sont toujours en tête avec 28,4% des voix (-2,8 points) et les conservateurs récoltent 19,8% des voix perdant 3,5 points. On notera que les Verts prennent une raclée avec 4,3% des voix.

Pour former un gouvernement en Suède, il n'est pas nécessaire de recevoir le soutien de la majorité au Parlement. Il suffit que ce dernier ne vote pas contre la proposition de gouvernement. Reste à savoir maintenant quel sera la configuration du prochain

gouvernement. Avec 62 députés, les SD compte bien avoir une influence proportionnelle à leur taille.

Ukraine. Le service ukrainien de renseignement extérieur, le SZRU (ou *Foreign Intelligence Service of Ukraine*, FISU), ne fait confiance qu'à la technologie américaine. Doté d'un budget en constante augmentation, celui-ci achète à tour de bras du matériel d'interception aux groupes américains actifs dans le secteur.

Cette arrivée massive des industries US ne se limite pas au seul renseignement. Elle s'étend à tout le secteur de la défense. Après plusieurs mois de tractations, Boeing a réussi à devenir le partenaire de référence d'Antonov, le constructeur des gros avions porteurs An-124, en lui fournissant la technologie nécessaire pour ses futurs appareils.

Vatican. Ce sera le premier sommet sur les abus sexuels au Vatican. Le pape François a convoqué pour février tous les présidents des conférences épiscopales du monde pour aborder le thème de « la protection des mineurs ».

Le souverain pontife est confronté à la révélation de scandales d'agressions sexuelles de grande ampleur impliquant des membres du clergé, en particulier en Australie, au Chili et aux Etats-Unis.

International

Brésil. Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite à la présidentielle au Brésil, était toujours hospitalisé après un attentat à l'arme blanche. Favori du 1^{er} tour, il a été opéré d'urgence après avoir été poignardé par un ancien militant de gauche alors qu'il faisait campagne.

Chine. Xi Jinping participera au IV^{ème} Forum économique de l'Est, que la Russie organise tous les ans depuis 2015 à Vladivostok, son grand port du Pacifique. Le numéro un chinois n'a encore jamais assisté à ce rendez-vous organisé aux portes de la Chine. Le président russe, M. Vladimir Poutine, a également invité le Japon et les deux Corées à assister à ce sommet, qui se déroulera du 11 au 13 septembre.

Vietnam. La municipalité de Hanoï, la capitale du Vietnam, a publié un décret interdisant l'élevage, l'abattage et la vente de viande de chien et de chat, estimant que cette pratique nuit à « l'image civilisée et moderne » de la ville auprès des touristes. Il s'agit également d'une mesure censée permettre d'éradiquer des maladies comme la rage. Plus de 5 millions de chiens sont consommés chaque année au Vietnam.

Etats-Unis. C'est une sorte de tradition que des acteurs décident de basculer en politique. Ce fut le cas avec Reagan puis Schwarzeneger, c'est désormais le cas avec Cynthia Nixon, 52 ans, qui a décidé de briguer le poste de gouverneur de l'Etat de New York.

Elle est connue pour son rôle dans la série télé *Sexe and the City*. A une nuance près, ses adversaires ne sont pas homo. La dame l'est. Et démocrate de surcroît, soutenue par le parti socialiste d'Abdullah Younus. Et pour parachever le tableau, elle est aussi mère de deux fils issus d'un premier mariage hétéro dont l'un est transgenre. C'est ça l'Amérique, coco !

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, a mené une attaque sans précédent contre la Cour pénale internationale (CPI) et menacé ses juges et procureurs de sanctions s'ils s'en prennent à des Américains, à Israël ou à d'autres alliés de Washington.

Les Palestiniens ayant cherché à accuser des dirigeants israéliens devant la CPI, les Etats-Unis ont décidé de fermer le bureau de la représentation palestinienne à Washington.

Macron-Orban, le duel qui va tuer l'Europe

En Suède, en Allemagne, en Autriche, en Italie... Partout l'extrême droite progresse. L'Europe craque de toute part. Et, comme toujours, le clergé des grandes consciences nous fait croire que les oppositions binaires entre gentils et méchants sont la solution, alors qu'elles sont la cause du chaos.

par **Natacha Polony**



C'est un séisme. Bien sûr, on peut se rassurer à peu de frais sur le scrutin qui s'est déroulé dimanche 9 septembre en Suède. On peut expliquer, en brandissant les sondages des semaines précédentes, qu'après tout Les Démocrates de Suède – nom en forme d'antiphrase pour un ancien parti d'extrême droite autrefois branché sur le hard rock viking et devenu la version scandinave des partis identitaires et populistes qui s'étendent sur toute l'Europe – n'ont fait que 17,6 % des voix, moins que les 20 % dont on les créditait vingt-quatre heures plus tôt. Ouf ! Ils avaient presque l'air joyeux, les commentateurs en goguette dont le premier

réflexe est de retourner dormir tranquillement sur leurs deux oreilles, en attendant le prochain tremblement de terre. Tout va bien, finalement.

Mais, justement, tout ne va pas bien. Parce que ce n'est pas en Allemagne ou en Italie que ce vote a eu lieu, c'est bien en Suède, ce pays scandinave gentiment social-démocrate où la principale préoccupation était jusqu'à présent de supprimer les pronoms masculins et féminins pour garantir l'égalité dans la langue. L'Europe craque de toute part et voit resurgir une violence qu'on croyait disparue. Ainsi de l'Allemagne, où l'AfD est désormais, dans les sondages, devant le vieux SPD, l'incarnation de la social-démocratie, laminé par cette grande coalition qui l'a emprisonné dans la politique ordo-libérale d'Angela Merkel. Les compromis et les petits pas, lorsqu'on gouverne, se transforment rapidement en compromission, en abandon de toutes les valeurs. Et dans une coalition entre libéraux de droite et libéraux de gauche, ce sont en général les seconds qui disparaissent, absorbés par des choix économiques qui déterminent tout le reste. Marx avait raison, la superstructure, celle qui tient l'édifice, est là. L'AfD devant le SPD, l'extrême droite s'installe dans le paysage allemand, et les quasi-émeutes d'une population qui découvre que l'accueil brutal sur son territoire de 1 million de réfugiés, majoritairement des hommes jeunes ne maîtrisant pas la langue ni les codes culturels, c'est un peu plus compliqué que ce que semblait imaginer le patronat qui réclamait cette main-d'œuvre à cor et à cri.

Elections en noir et blanc

L'Europe craque, et les citoyens européens sont priés de regarder ailleurs. L'Europe craque et ce qu'on leur propose, c'est un de ces matchs de catch ringards où des guerriers bodybuildés jouent le combat du bien contre le mal. A ma droite, Viktor Orban et Matteo Salvini, autoproclamés champions de la lutte contre une immigration qu'ils prétendent enrayer ensemble alors que le second réclame une répartition entre pays européens de ceux déjà présents, que l'autre refuse catégoriquement. A ma gauche, le jeune et fringant président français, dernier rempart de la liberté et de l'humanisme, face à ces ignobles populismes dont il nous a déjà protégés en France. A ma droite, les xénophobes, à ma gauche, le généreux partisan de l'ouverture. Que dites-vous ? C'est plus compliqué que ça ? La loi Collomb sur l'accueil des immigrants n'est pas vraiment un modèle de gauchisme ? C'est vrai, et c'est d'ailleurs pour ça que le ministre de l'Intérieur est considéré comme un quasi-fasciste par tous ceux qui, à gauche, refusent obsessionnellement de

regarder le réel en face, tous ceux qui, la main sur le cœur, font semblant de croire, sous les bons auspices d'Edgar Morin, que l'afflux de centaines de milliers de jeunes gens en quête de travail a quelque chose à voir avec les règles de l'hospitalité méditerranéenne. Mais qu'importe, il nous faut une affiche de match, quitte à grossir les traits et à tordre la réalité.

Le 28 août, Viktor Orban lance donc les hostilités : « *Il y a actuellement deux camps en Europe. Macron est à la tête des forces politiques soutenant l'immigration. De l'autre côté, il y a nous qui voulons arrêter l'immigration illégale.* » Matteo Salvini embraye : « *Nous sommes au bord d'un tournant historique pour l'Europe. Aujourd'hui commence un parcours commun qui sera suivi de nombreuses autres étapes dans les prochains mois, pour mettre au premier plan le droit au travail, à la santé et à la sécurité. Tout ce que les élites européennes financées par Soros et gouvernées par le Macron du moment nous refusent.* » Ravi du cadeau, Emmanuel Macron s'est empressé de confirmer : oui, il y a bien un clivage en Europe, entre « *progressistes* » et « *nationalistes* », il y a ceux qui « *tiennent un discours de haine* » et il sera leur « *opposant principal* ». La campagne des européennes est lancée. Elle sera en noir et blanc.

L'homme qui prétendait pendant la campagne présidentielle française dépasser les clivages stériles, inventer une troisième voie, n'a jamais cessé, dans les faits, de creuser les fractures, d'opposer les uns aux autres. Et les citoyens, français comme européens, sont sommés de choisir leur camp. Promigrants ou antimigrants ? Libéraux ou illibéraux ? Tout le piège est là. Pour se refaire la cerise, Emmanuel Macron, d'un côté, et ceux qui espèrent surfer sur la vague populiste, de l'autre, nous enferment dans des catégories fausses qui interdisent de penser le danger qui monte. Un exemple ? Cet illibéralisme dénoncé par nos aimables défenseurs de la démocratie libérale ne se résume pas à un contrôle de la presse et des déclarations délirantes et antisémites. Il faut relire le discours de Viktor Orban de 2014, celui dans lequel il se définissait comme illibéral, pour comprendre qu'il s'agit avant tout de confronter les démocraties occidentales à leur dérive néolibérale, à leur dogme du libre-échange, dont le multiculturalisme anglo-saxon est le pendant culturel. Balayer ces critiques d'un revers de main, sous prétexte qu'elles émanent d'un dirigeant nationaliste, c'est se condamner à lui laisser le monopole de la lutte contre un système économique qui ruine les classes populaires et les classes moyennes des pays occidentaux. C'est répéter à l'échelle européenne ce qu'on a fait en France pendant trente ans avec le Front national, avec le succès que l'on connaît.

L'Europe à un tournant

Les élections européennes qui s'annoncent sont essentielles, pour la bonne raison que l'Europe est à un tournant. Les tensions montent partout, entre des puissances américaine et chinoise qui ne cachent plus leur impérialisme brutal. Face à cela, l'actuelle Union européenne est un nain et un valet. La souveraineté européenne que vante Emmanuel Macron à chaque discours ne peut exister que si l'euro devient une véritable monnaie internationale, permettant d'échapper au dollar, et donc à la dictature des juges américains qui s'arrogent le droit de vie et de mort sur toute transaction effectuée dans leur monnaie. Pour l'heure, Donald Trump a interdit tout commerce avec l'Iran, Total et Peugeot y ont perdu des plumes, et les Européens se sont couchés, Français en tête. La souveraineté européenne ne peut exister que dans le cadre d'une défense européenne indépendante de l'Otan. Dans l'état actuel des forces européennes, il faut demander l'autorisation des Etats-Unis pour toute opération, et même toute vente d'armes, et les bombardements français d'avril dernier en Syrie ont ruiné tous les efforts d'une diplomatie indépendante, capable de peser sur le terrain proche-oriental. La souveraineté européenne ne peut exister, enfin, que si l'Europe, à l'instar de la Chine ou de la Russie, fait émerger ses propres géants numériques pour contrer les Gafa. Mais les investissements à consentir se heurtent depuis des années à l'obsession gestionnaire allemande.

Pendant qu'Emmanuel Macron nous joue le match du gentil contre les méchants, le combat se déroule ailleurs, dans les couloirs de Bruxelles où les postes clés se distribuent aux hommes liges de la chancellerie allemande. Jean-Claude Juncker avait été choisi par elle. Il sera remplacé à la tête de la Commission européenne par un autre homme à elle. Pour que tout continue comme avant.

Pour ne surtout pas prendre en compte les enjeux nouveaux et construire une puissance européenne indépendante. D'ailleurs, depuis un an, le président français, malgré toutes ses tentatives, n'a jamais obtenu le moindre infléchissement des positions allemandes.

Proclamations morales

Le résultat de cet immobilisme est sous nos yeux. La déstabilisation de l'Europe, les déséquilibres entre ses territoires, la désindustrialisation massive, en dehors du noyau constitué par l'Allemagne, les Pays-Bas et leurs satellites, amplifient une crise migratoire qui n'en est qu'à ses débuts. Mais on continue à nous jouer la partition de grandes proclamations morales. Et, à la fin, l'extrême droite remporte la mise. Heureusement, loin du ring dressé pour occuper les foules, certains décident de s'extraire du match et de commencer à penser. Issu de la gauche alternative de Die Linke, et porté notamment par l'emblématique Oskar Lafontaine, le mouvement Aufstehen a choisi d'ouvrir les yeux et d'appeler un chat un chat. Bref, de parler immigration autrement que sur l'air de la compassion universelle ; de faire de la politique, au sens le plus respectable du terme. Pour l'avoir fait il y a vingt ans déjà, *Marianne* s'est fait conspuer, ostraciser, chasser du cercle de la raison médiatique. « Antimigrants », proclament les médias, « nationaliste », « xénophobe », reprend en chœur le clergé des grandes âmes ! Pourtant, les thèses marxistes sur l'instrumentalisation de l'immigration par le patronat ne scandalisaient pas Jaurès ni Blum. Et le Parti communiste français était le premier à s'en inquiéter dans les années 70. C'était du temps où les ouvriers votaient encore communiste.

Les lignes bougent. Certains veulent sincèrement inventer des réponses aux enjeux mortels qui guettent les peuples européens. Certains considèrent que prendre en compte les inquiétudes et les colères des peuples ne relève pas du populisme, mais au contraire nous prémunit contre l'extrême droite.

Source Marianne 13/09/18

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Trump, Merkel, la France par JP Chevènement](#)

[François Vanneste : l'identité ou la mort](#)

[au sujet du droit d'auteur partagé... erreur de casting ?](#)

[les problématiques françaises et européennes d'Alain de Benoist sur Meridien zéro](#)

Journées de lecture



Le capitalisme expliqué à ma petite fille, par Jean Ziegler, Seuil, 115 p., 9€

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris que le capitalisme, déguisé en mondialisme libéral libertaire, est en train de nous détruire, ce petit ouvrage de combat vous en offrira une démonstration irréfutable. Si le capitalisme, à l'inverse du communisme, a la capacité de se renouveler, de s'adapter et de présenter de nouveaux visages, il est bien certain qu'avec le capitalisme financier qui sévit aujourd'hui on a atteint le stade ultime de la domination et de l'asservissement où une infime minorité impose sa loi d'airain - le fric - à la grande majorité de l'humanité. A lire d'urgence afin de voter en conséquence (enfin pour ceux qui votent encore !)